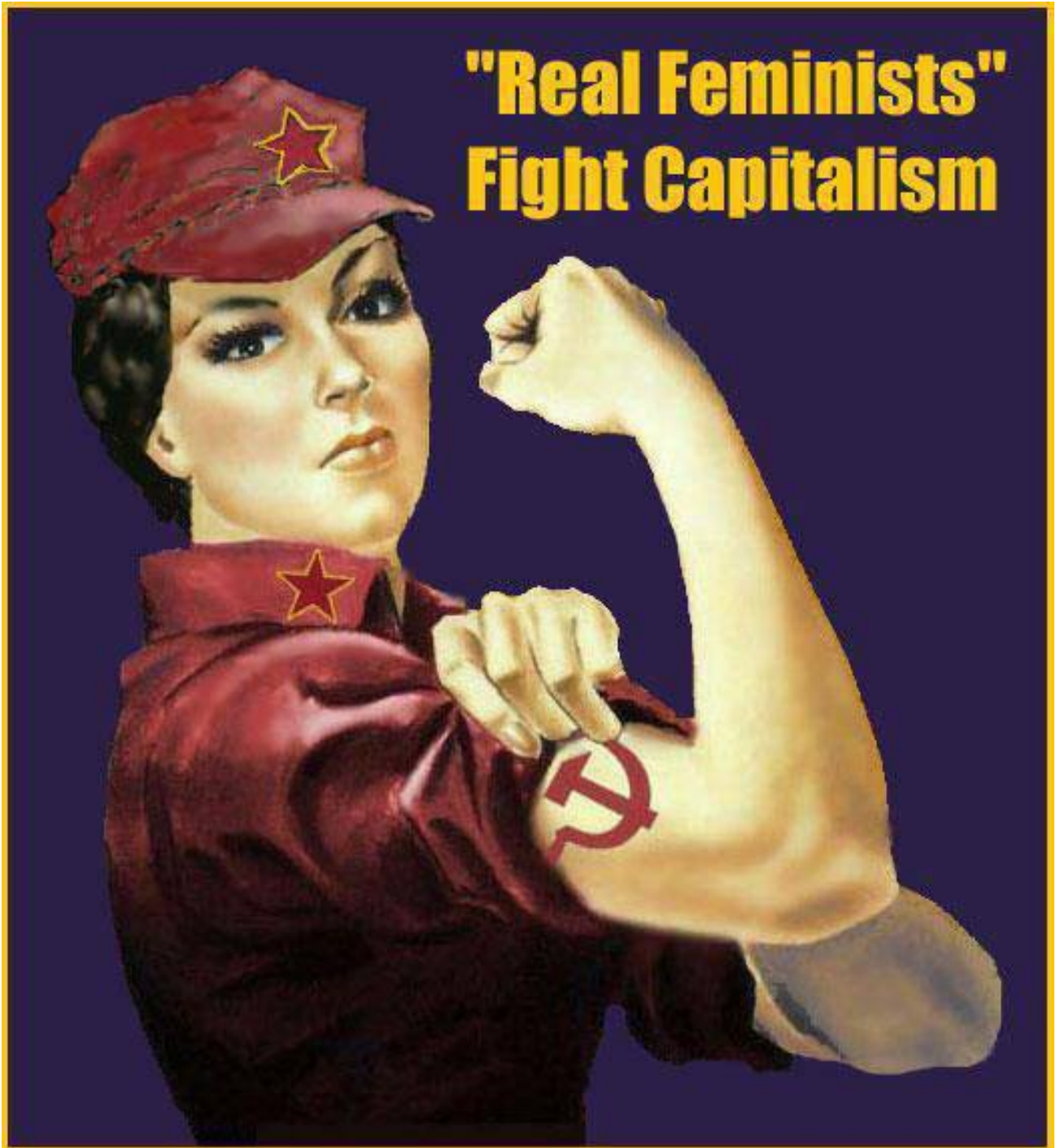


Féminisme et Marxisme

*Dossier de formation MJCF 67 et UEC
Strasbourg*



Sommaire

I. Qu'es qu'une société patriarcale?.....	p.3
II. Sur quoi repose l'exploitation des femmes aujourd'hui ?.....	p.5
III. Quelles sont les idéologies justificatrices de l'exploitation des femmes ?	p.8
IV. La société capitaliste et la société patriarcale sont-elles des sociétés différentes ?.....	p.10
V. Quelle est la différence entre le féminisme bourgeois et le féminisme de classe?	p.14
VI. Avec quels moyens s'attaquer au système patriarcal	p.17

I. Qu'est-ce qu'une société patriarcale ?



Femmes et Hommes, nous sommes tout les jours confronté à une société patriarcale. Souvent on peut y être confrontés ou assister à ses manifestations sans même s'en rendre compte, par exemple via des réflexions ou remarques dont on a fini par y être tellement habitués qu'on n'y prête même plus d'attention, qu'on considère désormais comme normales. Mais comment définir la société patriarcale, comment reconnaître tous ses aspects et la combattre ?

On peut commencer par les remarques de Karl Marx dans le *Manifeste du Parti communiste*¹ : au sujet des rapports entre les hommes et les femmes dans la société capitaliste, il établit une analogie entre le mariage et la prostitution. Il montre que dans les deux cas, les femmes ne sont pas propriétaires d'elles-mêmes : suivant les domaines, elles sont la propriété d'un homme (un bien privé), ou la propriété de la société toute entière (un bien public).

Plus généralement, on voit mieux ce que signifie la **société patriarcale** : **c'est l'ensemble des mécanismes par lesquels un homme, ou la société toute entière, se rendent propriétaires des femmes.**

On peut énumérer des exemples :

- Pour commencer, la sexualité des femmes peut être aliénée par **les remarque sexistes**. Alors qu'est-ce qu'une remarque sexiste standard ? C'est la remarque commentant (positivement ou négativement) le corps d'une femme sur le plan sexuel comme s'il appartenait à celui qui parle : c'est la remarque qui aliène le corps d'une femme. L'expression « elle est bonne », par exemple, est interchangeable selon qu'on parle d'une femme ou d'une tarte aux pommes qu'on vient d'acheter au supermarché. Aujourd'hui **l'harcèlement de rue** toujours plus fort constitue une aliénation du même type. Lorsque qu'on siffle une femme dans la rue, ou qu'on commente son aspect physique, son corps est aliéné, il ne lui appartient plus.
- De plus, lors des rapports sexuels non-consentis, **les viols**, l'agresseur s'empare de la sexualité des femmes, il la leur arrache.
- Ensuite, la maternité des femmes peut être aliénée par **l'interdiction de l'avortement**, où quelqu'un d'autre (l'État au nom de la démographie ou des réductions de dépenses, l'Église au nom de Dieu, le mari au nom de son propre projet de vie) décide ce qu'elles doivent faire de leur corps et de leur vie. Aujourd'hui encore il existe de nombreux pays où l'avortement est interdit partiellement ou totalement, comme au Brésil, en Pologne, en Iran...

¹ Karl MARX, *Manifeste du Parti communiste*, 1848.

- Nous pouvons citer enfin l'exemple du **voile**. Aujourd'hui nous assistons à un débat particulièrement violent au sujet du voile pour savoir qui, de leur famille, de leur Eglise ou de l'État, doit être propriétaire des choix vestimentaires des femmes et doit décider ce qu'elles peuvent ou peuvent pas porter.

Cependant, il manque un domaine fondamental dans cette brève énumération : la démarche analytique marxiste indique que les rapports de domination (de même que leur dépassement) ont leur base dans le travail, dans l'activité productive. **Qu'en est-il du travail des femmes ?**

Intéressons-nous en premier lieu au travail spécifiquement assigné aux femmes, et confirmé par les statistiques : **le travail dans le domaine de la famille ou du couple**. Une « bonne mère », une « bonne épouse », c'est une femme qui se consacre à son mari et à ses enfants, qui entretient le foyer, qui prépare les repas, qui lave le linge, etc. Son travail est aliéné à deux titres. D'abord, elle ne profite pas des fruits de son travail, ou peu : elle travaille au service de quelqu'un qui ne le lui rend pas (on connaît la répartition des tâches domestiques entre les conjoints) et qui se rend propriétaire de son travail. Ensuite, aucune de ces tâches n'est considérée comme du travail, mais comme une vocation, de la gentillesse ou de l'instinct maternel. Elle est non seulement dépossédée des fruits de son travail, mais on ne lui reconnaît même pas qu'elle a travaillé, elle est dépossédée de son travail même... On peut alors parler **d'exploitation des femmes**. En effet, un groupe humain dont le travail est aliéné par un autre n'est pas seulement un groupe dominé, c'est un groupe exploité. On ne demande pas seulement à une épouse d'être en-dessous de son conjoint, mais également d'être à son service. C'est important, parce qu'en parlant simplement de « domination », ou de « discrimination », on joue le jeu de l'aliénation en rendant le travail des femmes invisible.

II. Sur quoi repose l'exploitation des femmes aujourd'hui ?



L'exploitation des femmes repose sur une **division du travail** très forte entre les hommes et les femmes. Elle est enseignée, promue et organisée dès le plus jeune âge et tout au long de la vie.

Cette division du travail s'exprime dans trois formes :

1. dans la famille
2. dans l'entreprise
3. entre la famille et l'entreprise

Premièrement, la division du travail est particulièrement sensible **dans la famille ou le couple**, où les femmes assument 80 % des tâches ménagères. Elles assurent l'entretien de la famille et du foyer, quand les hommes, outre le bricolage (la seule tâche domestique qu'ils exercent majoritairement) ont pour responsabilité principale d'assurer un train de vie correct. Nous avons parfois vu passer des articles de presse nous disant que cet écart se réduit depuis 20 ans. C'est faux. Ce qui se réduit, c'est le nombre de minutes que les femmes consacrent chaque jour aux tâches ménagères, du fait des progrès de l'électro-ménager.

Il y a une explication supplémentaire : le recours au travail à domicile qui est de plus en plus fréquent (emploi de femmes de ménage). L'exploitation patriarcale et capitaliste existe encore à la maison, seulement elle ne repose plus uniquement sur la femme qui vit dans le foyer mais aussi sur une employée de maison.

De plus, cette spécialisation entre les hommes et les femmes s'accroît lorsqu'un couple devient une famille, lors du premier, second et troisième enfant. Une femme sans enfants consacre 38 minutes par jour au ménage, et une femme avec trois enfants y passe 62 minutes ; dans les deux cas, un homme consacre 10 minutes de ménage. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que les jouets pour les petites filles soient des dînettes ou à ce qu'il y ait une maman en tablier sur les emballages des robots de cuisine ; les publicitaires se contentent de relayer une réalité sociale massive et incontournable.

Second aspect de la division du travail entre les hommes et les femmes, la division du travail **dans le monde de l'entreprise**. Pour le dire schématiquement, les hommes exercent les métiers qui valorisent la compétence technique, alors que les femmes exercent les métiers qui valorisent la compétence personnelle (soin, écoute, accueil). Ainsi, 48 % des femmes occupant un emploi sont concentrées dans quatre secteurs d'activité sur les 24 que compte le pays : la santé et les services sociaux, l'éducation, l'administration publique et le commerce de détail. Ainsi, les femmes représentent 97% des aides à domicile ou des secrétaires. À l'inverse, 10 % des conducteurs de bus seulement, ou 20% des ingénieurs en informatique, sont des femmes. On constate évidemment

cette répartition dès l'éducation, et notamment à l'université, où les femmes sont seulement 20% en école d'ingénieur et 90% en IFSI (Institut de Formation en Soins infirmiers) : c'est ce qu'on appelle **l'orientation genrée**.

Une première remarque : de ce point de vue, **l'organisation des entreprises dérive de l'organisation des familles**. Les compétences demandées aux femmes sont des compétences de maman (ou d'épouse), les compétences demandées aux hommes sont des compétences de papa (ou d'époux).

Une seconde remarque : cette division professionnelle entre les hommes et les femmes est aussi une **division hiérarchique**. On sait qu'en France, les conventions collectives sont faites de telle manière que c'est la compétence technique qui sert de mètre-étalon pour évaluer le travail, tant pour les salaires, les droits professionnels, que pour les promotions ou l'accès aux responsabilités. Or, la dimension technique des métiers dits « féminins » est absurdement gommée ; dès lors, les femmes sont clouées au sol. Elles ne risquent pas de faire valoir leurs compétences techniques dans des métiers qui n'en nécessitent pas.

Une dernière remarque, complémentaire à la précédente : de nombreux métiers dits « féminins » peuvent mobiliser une compétence technique gigantesque (infirmière par exemple), mais **elle n'est simplement pas valorisée** : elle est rendue invisible dans l'image que renvoie le secteur d'activité, elle n'est pas reconnue sur le plan salarial, etc. Un exemple dans l'enseignement supérieur : les infirmières font trois ans d'études, mais leur diplôme est considéré comme un Bac+2 parce qu'on estime que leur formation ne vaut pas davantage.

On a vu la division du travail au sein de la famille et au sein de l'entreprise. Mais il y a un troisième aspect de la division du travail entre les hommes et les femmes : c'est la division du travail **entre la famille et l'entreprise**. Dans les rapports hommes-femmes, les femmes ont pour responsabilité principale de s'occuper de la famille, les hommes ont pour responsabilité principale de s'occuper de ramener le salaire. Attention : on s'imagine (et on nous dit) que « c'était comme ça avant mais que ça a changé avec les nouvelles générations ». C'est faux. Aujourd'hui, 20 % des femmes de 20 à 34 ans sont femmes au foyer, contre 0,5 % des hommes ; et attention aux idées caricaturales, la moitié d'entre elles sont passées par l'enseignement supérieur. 44 % des femmes entre 25 et 29 ans sont tentées par la vie au foyer. Après une naissance, quand le couple est confronté à de nouvelles tâches et à de nouvelles exigences, une femme sur deux suspend son activité professionnelle, contre un homme sur neuf. De manière moins radicale, c'est le sens du chiffre que nous avons vu tout à l'heure (80% des tâches ménagères sont assumées par les femmes) : dans la division du travail entre les genres, les femmes doivent s'occuper de la famille... et elles y travaillent pour leur conjoint.

C'est par rapport à cette situation que Friedrich Engels a pu dire : « *Dans la famille, la femme est le prolétaire et l'homme est le bourgeois* »². Et c'est aussi pour cette raison que Marx, dans son analogie entre mariage et prostitution, qualifie les femmes de « simples instruments de production » dans la société capitaliste. Du reste, dans la mesure où leur rôle, dans la division du travail, est d'être au service de leurs conjoints, on comprend mieux pourquoi elles sont aliénées (dépossédées de ce qu'elles font, de ce qu'elles sont et de ce qu'elles veulent). Pourquoi, par exemple, la culture du viol (la culture qui nie l'importance ou la nécessité du consentement féminin dans les rapports sexuels) est aussi forte au cinéma, dans les jeux vidéo, dans les chansons ? Est-ce qu'un instrument de production aurait son mot à dire ?

² Friedrich ENGELS, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, 1884.

Non seulement les femmes travaillent pour leur conjoint dans la famille, mais **cette division du travail est aussi préjudiciable à leur vie professionnelle**. Pour généraliser les temps partiels subis dans les années 80 et 90 (les contrats de travail tronqués, généralement précaires et qui ne permettent pas d'avoir un salaire complet), c'était l'argument principal : offrir davantage de flexibilité aux femmes qui ne veulent pas sacrifier leur vie familiale pour leur vie professionnelle. C'est aussi l'une des raisons centrales des inégalités salariales entre les hommes et les femmes, qui sont de 31% aujourd'hui en France. Une partie de cette inégalité s'explique par les différences de métier. Une autre partie s'explique par les temps partiels. Mais qu'en est-il à poste égal et à temps de travail égal ? Dans ce cas-là, en début de carrière, il n'y a quasiment pas d'inégalité salariale : 4%. En milieu de carrière, on est à 17%. En réalité, l'inégalité salariale se creuse dès l'arrivée du premier enfant : en assumant la majorité des tâches d'accompagnement, d'entretien et de soin (notamment au travers des congés parentaux), les femmes renoncent à des promotions, des avancements, des opportunités de carrière. À l'université, on sait que les premières à interrompre ou à écourter leurs études sont les étudiantes qui ont des enfants.

Il faut bien voir que cette division du travail, dans ses trois dimensions (au sein de la famille, au sein de l'entreprise, entre l'entreprise et la famille), n'est pas principalement due à des clichés ou à des stéréotypes : elle est **organisée et subventionnée par la société**. Pour longtemps c'était le mariage qui en fixait les termes et qui organisait cette spécialisation, jouant le rôle d'une véritable prison pour les femmes – d'autant plus que le divorce est resté inaccessible pour longtemps. Et le mariage procurait des avantages financiers (notamment fiscaux), symboliques et juridiques considérables. En tout état de cause, même si le mariage est en crise, les subventions permettant à un ménage de se priver d'un salaire et incitant les femmes à vivre au foyer sont toujours là ; on pense par exemple à la mutuelle de l'entreprise qui couvre les deux conjoints si l'épouse est au foyer.

D'un côté les droits professionnels des femmes sont dégradés, de l'autre les subventions qui les gardent au foyer sont élevées. D'un côté les femmes font souvent un métier qui est méprisé dans la société (au bas de l'échelle, sans responsabilités, sans prestige, etc.), de l'autre l'activité de mère est vantée à longueur de films, de séries, de romans... Bref, rien d'étonnant si de nombreux couples, qui ne sont pas foncièrement réactionnaires, organisent leur vie suivant ce schéma : la société, les entreprises capitalistes et l'État leur en donnent toutes les raisons.

III. Quelles sont les idéologies justificatrices de l'exploitation des femmes ?



La société attribue aux femmes certaines caractéristiques « naturelles », qui servent à justifier son exploitation. Concrètement, qu'est-ce qui, dans la tête de tout le monde, est spécifique aux femmes ? Quels comportements, quelles attitudes, quelles préoccupations sont attribués aux femmes ?

- Les femmes sont douces, attentives, serviables : ces représentations renvoient à leur rôle d'entretien et de soin de la famille, de mères notamment.
- Les femmes sont coquettes, propres, elles sentent bon : ces représentations renvoient au service qu'elles doivent aux hommes, à la disponibilité sexuelle et au prestige symbolique notamment.
- Les femmes sont ordonnées, elles savent faire plusieurs choses à la fois, elles ont un don pour la cuisine : ces représentations renvoient aux tâches ménagères qu'on attend d'elles.
- Les femmes ne savent pas conduire, n'ont pas le sens de l'orientation, elles sont vulnérables, elles sont émotives : ces représentations renvoient à l'exigence que les femmes s'occupent du foyer et n'en sortent pas.

Tout ce qu'on attribue aux femmes dépend de l'organisation de la société, et non pas de la « nature humaine », du génome, des chromosomes ou de quelconque différence biologique entre les hommes et les femmes. C'est aussi pourquoi on qualifie les femmes qui ne se laissent pas faire de « garçons manqués » et les hommes coquets de « femmelettes » : ce qu'on appelle une femme, ce n'est pas un individu de sexe féminin, c'est un individu qui correspond à certains caractéristiques. Les hommes peuvent en souffrir également lorsqu'ils refusent de jouer le jeu du virilisme masculin qu'on leur demande de faire.

Il faut bien voir que cette manière d'attribuer la division sociale du travail à la nature n'est pas innocente. C'est **une répression que Marx qualifie d'idéologique** : elle reflète l'ordre établi en dissimulant sa raison d'être, son caractère social (ici l'exploitation du genre féminin). Elle crée un écran de fumée qui interdit de changer quoi que ce soit : « l'exploitation des femmes n'est pas due à la société, elle est due à la nature, donc il est inutile de lutter pour la faire disparaître ». Ces idées existent pour prolonger l'exploitation des femmes, pour la renforcer, pour la rendre incontestable. Le même genre de propos (sur la soi-disant inégalité naturelle des races) a longtemps servi à justifier l'esclavage des Noirs puis la colonisation. Évidemment, certains articles de presse qui prétendent que les hommes et les femmes ont des cerveaux différents, en plus d'être faux (les hommes et les femmes naissent avec des cerveaux rigoureusement identiques), rappellent certaines publications des siècles passés. C'est la raison pour laquelle les « études de genre », qui se développent dans nos universités, suscitent une telle hystérie chez les réactionnaires : elles

montrent justement que les rapports hommes-femmes ne sont pas fixés par la nature mais sont construits dans la société.

Ce discours pseudo-scientifique joue exactement le même rôle que **le discours religieux** : les choses sont comme elles sont parce que Dieu l'a décidé, il est impossible de changer quoi que ce soit, fin de la discussion. À ce sujet, Marx dit très clairement : « *Une fois qu'on a découvert que la famille terrestre est le secret de la famille céleste, c'est la première dont il faut faire la critique théorique et qu'il faut révolutionner dans la pratique* »³. On nous dit que la société est patriarcale parce que la religion est patriarcale, alors qu'en réalité la religion est patriarcale parce que la société est patriarcale.

De manière générale, les idéologies justificatrices de l'exploitation des femmes fonctionnent toutes de la même manière : pour une raison ou une autre, les rapports hommes-femmes tels qu'ils sont aujourd'hui ont toujours existé, donc ils existeront toujours, donc essayer de les faire changer c'est, au mieux, impossible, au pire, annonciateur de grandes catastrophes. On a vu la variante biologique et la variante théologique de cette idéologie. On peut en voir deux autres.

D'abord, la variante qui se revendique de **l'anthropologie** : toute société humaine a toujours reposé sur la division du travail entre les hommes et les femmes telle qu'on la connaît, c'est une constante sans laquelle aucune société n'a jamais été possible. On peut l'entendre dans certains de nos cours à la fac. Engels montre qu'au contraire l'histoire de l'humanité est faite de luttes, et qu'au fil de ces luttes, un certain nombre de défaites historiques des femmes les ont enfermées dans l'exploitation. Abdullah Ocalan décrit ces défaites historiques depuis l'époque Néolithique⁴ : l'alliance masculine entre les chasseurs (futur appareil militaire), les shamans et les sages du village a non seulement détruit la base matriarcale égalitariste des sociétés antiques, mais a aussi créé la première forme d'oppression de l'histoire, celle des femmes, base justificatrice de toutes les oppressions futures.

Ensuite, la variante qui se revendique de **la civilisation européenne** : on l'a beaucoup entendue dans la période de la Manif pour Tous, notre civilisation a toujours reposé sur la répartition actuelle des rôles entre les hommes et les femmes dans la famille, et en particulier sur la domination masculine dans le mariage ; dissoudre ce mariage ; dissoudre cette civilisation. Là aussi, au profit de quelques recherches historiques, Engels montre que le droit du mariage en usage chez les Germains, et chez les Francs en particulier, est un droit maternel (par exemple, l'héritage suit la filiation féminine, et non la filiation masculine).

³ Karl MARX, *Thèses sur Feuerbach*, 1845.

⁴ Abdullah OCALAN, *Libérer la vie : la révolution de la femme*, 2013.

IV. La société capitaliste et la société patriarcale sont-elles des sociétés différentes ?



Pour mieux comprendre le caractère historique de l'exploitation des femmes (au sens où elle n'est pas éternelle mais est le produit d'une situation sociale donnée), il faut se pencher sur le rôle qu'elle joue dans notre société, la société capitaliste.

À première vue, on pourrait se dire que l'exploitation des femmes n'a rien à voir avec le capitalisme : en effet, le capitalisme, c'est le système qui fait de chaque chose une marchandise... Et justement, il semble que le travail des femmes, et ce qu'il produit, ne sont pas des marchandises. Prenons un exemple simple : le repas du soir. Ce repas, dont nous avons vu qu'il est produit dans un rapport d'exploitation, n'est pas une marchandise : personne ne l'achète, personne ne le vend. Quel est ce mystère ? Nous vivons dans une société qui transforme tout en marchandise, et l'un de ses rapports d'exploitation les plus brutaux et les plus radicaux serait exempt de tout caractère marchand ?

Pour lever cette confusion, il faut se rappeler comment fonctionne l'économie capitaliste. D'abord, un tas d'argent ne fait pas un capital, et son propriétaire n'est pas nécessairement un capitaliste. Un capital, c'est un tas d'argent qui se reproduit et qui se développe en employant des salariés... c'est à dire en achetant leur force de travail pour l'utiliser à la production de richesses durant une journée, un mois, un an. En effet, la force de travail des salariés est la seule marchandise qui rapporte plus qu'elle ne coûte. Que coûte-t-elle ? Elle coûte le prix nécessaire pour être entretenue, c'est à dire pour qu'un salarié soit éduqué, mange à sa faim, puisse se reposer dans de bonnes conditions, etc. Ce coût est versé sous la forme d'un salaire. Que rapporte-t-elle ? Elle rapporte toute la richesse qu'elle a produite durant la journée de travail. Or, le coût de l'entretien de la force de travail (le salaire) est inférieur à la richesse produite durant la journée de travail ; l'écart entre les deux, conservé par le capitaliste, est la part de la journée de travail qui n'est pas payée au salarié. C'est la plus-value, et elle constitue la base de tout profit. La force de travail est donc cette marchandise unique entre toutes qui crée plus de richesses qu'elle n'en coûte. Voilà l'équation fondamentale du système capitaliste : tout profit, toute accumulation de capital repose sur la force de travail des salariés. Qu'est-ce que c'est, exactement, la force de travail ? C'est tout ce qui permet au salarié, jour après jour, de faire le travail qu'on attend de lui ; on disait qu'il doit être logé et nourri dans de bonnes conditions, soigné, éduqué quand il est encore enfant, etc. Et dans la division du travail que nous avons vu, qui s'occupe de l'entretien du foyer, de la nourriture, des soins, ou de l'éducation des enfants ? Il s'agit des femmes.

On voit donc que **les tâches auxquelles elles sont assignées consistent à produire et à reproduire la marchandise fondamentale du capitalisme, le seul carburant dont il se nourrit, la marchandise qui crée toutes les autres : la force de travail.** Notons qu'elles produisent non seulement la force de travail des hommes, mais la leur également : elles se font aussi à manger, elles se soignent, etc. Il faut bien comprendre la portée de cette analyse : sans le travail qui est exigé des femmes, sans la constitution d'une catégorie entièrement vouée à l'entretien de la force de travail, éduquée et formée à cette tâche, compétente et équipée, intoxiquée de dînettes roses et écrasée sous les contrats de travail médiocres, le système capitaliste tel qu'il se présente aujourd'hui n'existerait pas et n'aurait pas pu naître. La famille bourgeoise, c'est à dire la famille traditionnelle avec une maman en tablier et un papa en costume trois pièces, est le moteur à explosion dont le système tire toute sa force.

Pour éclairer davantage le rôle auquel les femmes sont assignées dans notre société, il faut se pencher sur la genèse du capitalisme, sur la période où les premiers capitalistes mènent une lutte implacable pour installer leur système économique partout en Europe. Cette période correspond en gros à ce que les historiens appellent l'époque Moderne (du XV^{ème} au XVIII^{ème} siècle). Marx la désigne comme l'accumulation dite « primitive » du capital, parce que les premiers capitalistes s'y approprient (et accumulent) les richesses qui leur sont nécessaires pour partir à la conquête du monde.

En particulier en Angleterre (le lieu de naissance du capitalisme industriel), les petits paysans, qui constituent l'essentiel des travailleurs, sont expropriés de leurs lopins de terre et les terres communes (pâturages, bois, etc.) sont privatisées : c'est ce qu'on appelle les « enclosures », parce qu'on met un enclos autour des terres. Les petits paysans, privés de leurs moyens de subsistance, sont forcés de vendre leur force de travail à l'usine pour survivre : la valorisation du capital et l'extraction de la plus-value à grande échelle sont devenus possibles. Il faut bien voir que cette transformation ne s'est pas faite toute seule : une répression sauvage est mise en œuvre pour y contraindre le peuple. En Angleterre, le *Bloody Code* (en application entre 1688 et 1815) prévoit que les paysans dépossédés qui ne sont pas allés travailler en ville (les fameux « vagabonds ») soient internés dans des camps de travail, les « *working houses* », ou déportés dans les colonies ; de même, toute effraction sur les terres nouvellement privatisées est punie de mort. Les atteintes à toute propriété dépassant 12 *pences* (c'est à dire celle des capitalistes) est également punie de mort.

Cette violence, appliquée pour mettre définitivement les paysans à l'usine, est également mise en œuvre pour enfermer les femmes à la maison et pour les mettre au bas du monde du travail. Pour créer cette division du travail nouvelle, rendue nécessaire par l'industrialisation, il va falloir écraser les femmes pour les mettre toutes entières sous l'autorité de leur famille, et en réalité des hommes de leur famille.

On commence par les déposséder de toute propriété et de toute existence juridique : c'est au XVI^{ème} siècle qu'elles perdent le droit de se représenter elles-mêmes et de toucher de l'argent sans l'accord de leur mari. Elles y perdent également la co-propriété qu'elles exerçaient jusqu'alors sur les terres familiales.

On continue au XVII^{ème} siècle en détruisant les métiers indépendants jusqu'alors occupés par des femmes : les sages-femmes sont remplacées par les chirurgiens, les herboristes par des pharmaciens, les brasseuses de bière exclues par les corporations. Les seuls métiers qui leur sont autorisés sont les plus déconsidérés : domestiques ou ouvrières à domicile.

Tout au long de cette période, les exigences d'obéissance à leur rôle dans la famille se durcissent. L'adultère est puni de mort, la contraception et l'avortement (largement pratiqués au Moyen-Âge

au moyen de préparations d'herbes) également ; en France, un Édît royal de 1556 condamne à mort les femmes qui font des fausses couches ou dont les enfants meurent avant le baptême. De même, les femmes qui ne sont pas mariées, qui ne sont pas au service d'un homme, sont persécutées : elles sont considérées comme des prostituées, il est licite de les violer et toute personne qui leur donne refuge est déclarée hors la loi. C'est la période où le mariage devient la prison des femmes : il fixe un rapport d'exploitation entre une femme et son conjoint, et il est impossible d'en échapper.

Dans le même temps, la chasse aux sorcières, qui commence au XV^{ème} siècle, atteint des proportions de masse : il s'agit de terroriser, de torturer et d'exécuter toutes celles qui ne se plient pas aux nouveaux règlements. Les métiers indépendants exercés par les femmes (herboristes notamment) sont identifiés avec la sorcellerie ; l'avortement et la contraception également ; de même que toutes les infractions à la domination fixée par le mariage, comme l'adultère ou le célibat. On estime qu'entre 1550 et 1650 seulement il y a eu 200.000 procès et 100.00 exécutions : c'est un massacre de masse, analogue dans ses proportions aux massacres commis dans la même période outre-mer pour soumettre les peuples indigènes à l'économie coloniale. On s'imagine que cette vague de terreur est simplement l'expression de la superstition et de la bêtise populaires : là aussi, c'est faux, elle est méthodiquement organisée par les Etats et par les autorités ecclésiastiques. C'est une Bulle du pape (document juridique papal) qui lance la campagne de chasse aux sorcières en 1484 : elle est accompagnée d'un manuel en deux parties, la première attribuant la sorcellerie aux femmes, la seconde expliquant comment procéder à leur capture, instruire leur procès, organiser leur détention et leur élimination. En un mot : la division du travail et l'exploitation des femmes telles que nous les connaissons n'ont pas toujours existé, et le système capitaliste a même fait couler des fleuves de sang pour l'imposer, parce qu'elle est vitalemment nécessaire pour dégager du profit.

Patriarcat et capitalisme sont deux systèmes qui ne peuvent aujourd'hui se passer l'un de l'autre.

Le capitalisme a pioché ses forces dans le patriarcat déjà d'actualité, pour s'imposer, et le patriarcat qui n'était pas aussi fort s'y est retrouver renforcé. Aujourd'hui ils sont liés l'un à l'autre et fonctionnent ensemble en se renforçant à chacune de leurs victoires.

Évidemment, ces quelques éléments historiques permettent de remettre en cause la légende dorée que les capitalistes racontent au sujet de leur propre histoire : l'économie marchande aurait permis de sortir de l'obscurantisme médiéval, et de libérer graduellement les femmes. On a vu que c'est l'inverse. Plus encore, le développement du capitalisme industriel aurait graduellement sorti les femmes du foyer en leur donnant accès au travail salarié. Là encore, c'est faux : dans les différentes phases de son développement, l'économie capitaliste, en détruisant les économies traditionnelles (paysannes et artisanales, dans lesquelles ni les hommes ni les femmes ne sont salariés), développe en même temps le salariat (y compris celui des femmes) et l'assignation des femmes au foyer. Il développe la division du travail dans toutes ses dimensions, au sein de la famille, au sein de l'entreprise, et entre la famille et l'entreprise.

Très concrètement, tout au long du XIX^{ème} siècle, parmi les femmes qui sont arrachées à la production agricole dans le cadre de l'industrialisation et de l'exode rural, les unes sont assignées au foyer et les autres aux emplois dévalorisés que nous connaissons : le nombre de salariées augmente en même temps que le nombre de femmes au foyer. Plus généralement, **chaque femme subit les deux processus dans une certaine proportion** : on pense aux femmes au foyer qui sont, en plus, ouvrières textiles à domicile ou qui font des ménages, ainsi qu'aux salariées dans l'industrie qui s'occupent en plus de la maison et des enfants. Par suite, les deux guerres mondiales accélèrent le développement du capitalisme... Les usines tournent à plein régime,

l'industrialisation est dopée, l'exode rural met un nombre croissant de paysans à l'usine : il faut davantage de salariés pour produire les marchandises (notamment les armes), donc les femmes sont embauchées bien plus largement. Entre 1914 et 1918, par exemple, la proportion de femmes dans les équipes de Renault Billancourt passe de 4 à 32%. En même temps, il faut accentuer la production de la force de travail des salariés, donc les femmes sont encore plus assignées au foyer... Tant et si bien qu'à l'issue de la seconde guerre mondiale, avec l'apogée dans les années 60, on se retrouve avec plus de femmes salariées qu'il n'y en a jamais eu... et en même temps le nombre de femmes au foyer le plus important de toute l'histoire de France.

Le même processus se produit à partir des années 1980, avec le renouveau néo-libéral du capitalisme : un grand nombre de femmes accède au travail salarié, et en même temps les gouvernements prennent les premières mesures pour généraliser et subventionner (par des crédits d'impôts aux entreprises et des exonérations de cotisations) les emplois à temps partiels, qui ont pour rôle d'assigner les femmes à leurs tâches domestiques.

On constate que, dans cette période (qui est encore la nôtre), la division du travail et l'exploitation des femmes changent de forme. On a de moins en moins, d'un côté les femmes au foyer et de l'autre les salariées ; au contraire, **chaque femme doit être à la fois une femme au foyer et à la fois une salariée**. En effet, les exigences nouvelles de l'économie capitaliste à la fin du XX^{ème} siècle (l'industrialisation générale de la planète et l'informatisation de l'économie) nécessitent de consommer plus de force de travail que jamais... Il est devenu nécessaire que chaque femme assume davantage de tâches, que les femmes au foyer se salarient et que les salariées s'occupent davantage de la famille.

V. Quelle est la différence entre le féminisme bourgeois et le féminisme de classe ?



Attention : lorsqu'on parle de féminisme bourgeois cela ne veut pas dire que toutes les bourgeoises qui sont féministes font du féminisme bourgeois. Nous parlons ici d'un féminisme particulier, conçu d'un point de vue bourgeois et fait en général par des femmes faisant partie de la bourgeoisie.

Pour commencer, **les femmes bourgeoises sont, en tant que membres de la classe dominante, protégées de la domination de classe.** Les féministes bourgeoises ignorent le lien entre patriarcat et capitalisme, qui pourtant est essentiel. Et si elles le voient, elles ne font rien pour lier les deux luttes. Le féminisme bourgeois ne va donc s'attaquer qu'à la domination des hommes sur les femmes. Sa lutte est donc partielle et pour la plupart du temps vaine, puisque le capitalisme qui est oublié dans ce combat a besoin du patriarcat et en est indissolublement lié.

De plus, **les bourgeoises sont protégées de la société patriarcale par nombre d'éléments**, alors que les femmes prolétaires en sont beaucoup plus exposées. Par exemple, la prostitution. Une femme bourgeoise n'aura pas besoin de se prostituer pour vivre, alors que des prolétaires pourront n'avoir pas d'autre choix pour subvenir à leurs besoins primaires (se nourrir, s'habiller, avoir un toit...). Cependant, cet exemple est limité. Comme Alexandra Kolontai le dit⁵, le mariage est pour les femmes bourgeoises similaire à la prostitution.

Mais on peut voir d'autres exemples, comme la situation des femmes en Egypte⁶, où l'harcèlement sexuel est plus que banal et légalisé puisque jusqu'en 2010 il n'y avait aucune loi contre cette pratique. Beaucoup de femmes, notamment dans les bus, étaient et sont encore harcelées. Les femmes bourgeoises pour la plupart du temps peuvent se permettre d'échapper à ces situations, leur argent leur permettrait de prendre la voiture ou un taxi et ainsi éviter les bus.

C'est pour cela que des féministes bourgeoises, qui se baseraient que sur leur expérience personnelle sans chercher à voir les situations de toutes les femmes, ne pourraient alors lutter que pour une partie du problème. De même, **le féminisme bourgeois critique des faits et non la société** (par exemple, les féministes bourgeoises ferrailent contre les publicités sexistes sans remettre en cause la réalité sociale qu'elles reflètent). Il critique les effets du sexisme et non ses causes.

Le prolétariat conscientisé lutte pour sortir de ses conditions d'oppression de toute sorte en se battant violemment ; la bourgeoisie peut critiquer certains éléments du système mais ce n'est pas pour autant qu'elle s'attaque au système lui-même, et donc aux véritables causes de l'oppression.

⁵ Alexandra KOLLONTAI, *Les problèmes de la prostitution*, 1909.

⁶ Mohamed DIAB, *Les femmes du bus 678*, film 2010.

Analysons quelques passages des grandes féministes lorsqu'elles se sont penchées sur la question du féminisme bourgeois.

Eleanor Marx (fille de Karl Marx et militante communiste) disait que les féministes bourgeoises avaient des « *revendications parfaitement justes* », mais du fait qu'elles « *proviennent en règle générale des couches aisées, aucune d'entre elles ne va au-delà pour atteindre les fondements de la société* »⁷. Comme l'oppression patriarcale des femmes s'alimente mutuellement avec l'oppression capitaliste des travailleurs, le féminisme bourgeois est un combat vain : « *Les femmes sont soumises à une tyrannie masculine organisée comme les ouvriers sont soumis à la tyrannie organisée des oisifs. Même lorsque ceci est saisi, il ne faut jamais se lasser de faire comprendre que pour les femmes, comme pour les travailleurs, il n'y a pas dans la société actuelle de solution effective aux difficultés et aux problèmes qui se présentent. Tout ce qui est fait, quel que soit le cortège de trompettes qui l'annonce, n'est que palliatif, non pas solution* »⁸.

Elle faisait également une analogie entre le féminisme bourgeois et le pacifisme bourgeois : « *Tout comme sur la question de la guerre le Congrès a souligné la différence entre l'ordinaire "ligue bourgeoise pour la paix", qui crie «Paix, paix» là où il n'y a de la paix nulle part, et le parti économique de la paix, le parti socialiste, qui veut supprimer les causes de la guerre - de même sur la "question des femmes" le Congrès a aussi clairement souligné la différence entre le parti [bourgeois] des "droits des femmes" d'une part, qui ne reconnaît aucune lutte de classe, mais seulement une lutte entre les sexes [...] et, d'autre part, le vrai parti des femmes, le parti socialiste, qui a une compréhension de base des causes économiques de la position défavorable actuelle des travailleuses* »⁹.

Clara Zetkin (militante communiste allemande qui fonda la Ligue Spartakiste avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht) est également très connue pour ses écrits sur le féminisme. Elle reprenait globalement les mêmes critiques qu'Eleanor Marx : « *Le droit de vote ou l'égalité civile de la femme, une fois inscrits dans les lois et les codes, l'exploitation économique des femmes n'en sera pas supprimée pour autant* »¹⁰. En effet, même si les conquêtes des féministes bourgeoises sont toujours bonnes à prendre, elles ne sont pas une fin en soi et chaque avancée doit en appeler d'autres.

Alexandra Kollontaï (militante communiste, première femme de l'histoire contemporaine à avoir été membre d'un gouvernement, celui de l'URSS, et avoir été ambassadrice dans un pays étranger) écrivit plusieurs textes sur féminisme et marxisme, notamment un sur le féminisme bourgeois dont nous citons deux passages¹¹. Elle affirme d'abord ceci : « *Et si, finalement, une partie des féministes bourgeoises formulèrent vers la fin du XIX^{ème} siècle des revendications empruntées aux socialistes, c'était uniquement pour s'assurer le soutien des femmes prolétaires, pour acheter leur collaboration et pour se donner ainsi un plus grand poids politique. Le mouvement féministe bourgeois se voulait hors classe, neutre, et affirmait qu'il représentait les revendications et les actions de toutes les femmes. Cependant, la réalité était très différente, et les féministes bourgeoises ne représentaient finalement rien de plus que leurs propres revendications et intérêts,*

⁷ Eleanor MARX, *La question féminine*, 1887.

⁸ *idem*

⁹ Eleanor MARX, *How Should We Organise ?*, 1897.

¹⁰ Clara ZETKIN, *Discours au congrès socialiste international de Bâle*, 24-25 novembre 1912.

¹¹ Alexandra KOLLONTAÏ, « *Le mouvement féministe et le rôle de la femme travailleuse dans la lutte de classe* », *Conférences à l'université Sverdlov sur la libération des femmes*, 1921.

ce qui n'exclut pas le fait que le mouvement féministe bourgeois recrutait ses membres parmi les couches sociales les plus diverses ».

Puis, au sujet des féministes bourgeoises qui furent exaltés de voir qu'une femme faisait le même travail qu'un homme en portant des lourds sacs et écrivirent un article expliquant que c'était une grande avancé pour le féminisme qu'homme et femme fassent le même travail, Alexandra Kollontai y répond ceci: *« Les féministes ne comprirent pas davantage que la femme, à cause de ses propriétés corporelles spécifiques, se trouverait toujours dans une situation « à part » et que, pour une société donnée, le fait de « respecter » ou de « tenir compte » de ces qualités spécifiques ne lui serait nullement préjudiciable, bien au contraire. La femme ne doit absolument pas faire le même travail que l'homme. Pour lui garantir des droits égalitaires, il suffit largement qu'elle exerce un travail de même valeur pour la collectivité ».*

On peut donc mettre en avant deux éléments. Premièrement, les féministes bourgeoises ne luttent que contre l'oppression qui les concernent elles, et non celles qui concernent les femmes de la classe prolétarienne. Deuxièmement, lorsqu'elles se disent lutter pour les femmes qui ne font pas partie de leur classe, même à ce moment-là elles sont vouées à se tromper puisque leurs intérêts de femmes bourgeoises ne sont pas les mêmes, tout simplement. Et elles sont donc incapables de représenter les femmes prolétaires, à cause de leur expérience finalement limitée de cette oppression due à leur condition de bourgeoises, et ne peuvent pas voir les causes économiques de l'oppression des femmes prolétaires.

Pour conclure, le féminisme bourgeois n'a pas plus de perspectives révolutionnaires que les partis bourgeois, et il n'en est pas question. Aujourd'hui nous sommes dans le devoir de comprendre que **le féminisme doit être traité avec un point de vue de classe**. Lorsque des militants qui se disent communistes et féministes ne différencient pas les deux féminismes c'est une erreur. Le féminisme bourgeois ne lutte que pour les intérêts des femmes de la classe dominante, et il faut en être conscients.

VI. Avec quels moyens s'attaquer au système patriarcal



Nous avons vu que le développement du capitalisme créé et approfondit une contradiction gigantesque quant à la place des femmes dans la société : si d'un côté on les contraint de plus en plus à se salarier, de l'autre on continue à leur réserver nombre de tâches ménagères face à l'augmentation des charges d'entretien de la famille (dues par exemple à l'allongement de l'enfance, etc). La division du travail empêche les femmes de réaliser les tâches qui leur sont assignées à la fois par le capitalisme (dans les entreprises) et par le patriarcat (dans la famille). **L'abolition de toute division du travail est la seule solution pour dépasser cette position contradictoire des femmes dans la société.**

Les conquêtes du féminisme bourgeois ont été bénéfiques pour remettre la question de la position des femmes dans la société au goût du jour. Si elles n'ont pas atteint une complète émancipation des femmes c'est justement à cause de leur incapacité intrinsèque à s'attaquer aux causes économiques de l'exploitation. Pourtant, tout ne pas à jeter, loin de là.

En France, on pense à la période qui s'étend de la fin de la seconde guerre mondiale aux années 70 : les exigences issues de la guerre ont permis aux femmes de démolir une série d'aspects de la division du travail. Elles ont conquis le droit de vote et ont fait reculer le rôle subalterne qu'elles jouaient dans la vie politique. Elles ont conquis le droit au divorce et ont brisé les murs de la prison qu'était alors le mariage. Elles ont conquis le droit à l'avortement et ont remis la main sur leur maternité. Elles ont conquis le droit d'avoir un compte en banque et d'utiliser librement l'argent qu'elles ont gagné. C'est autant de domaines dans lesquels les femmes ont récupéré la propriété d'elles-mêmes et ont mis l'aliénation en échec. Or, cette contradiction a atteint un niveau infiniment supérieur aujourd'hui et exige l'adoption d'un point de vue de classe dans le combat féministe.

L'abolition de toute division du travail, c'est précisément le sens profond de la première revendication féministe qui est justement dirigée contre un facteur économique : **la fin de la double journée** (les deux journées en une qu'assument les femmes, à l'entreprise et à la maison). Cette revendication dit d'abord qu'il faut en finir avec la coupure entre la maison et l'entreprise, et que les hommes comme les femmes doivent assumer ces différents temps de travail, de manière à ce qu'ils puissent tous être réalisés sans l'exploitation de l'un ou de l'autre sexe.

Quant à la journée de travail dans l'entreprise, il faut s'attaquer à la fois au fait elle qu'elle soit marquée par une division du travail entre les hommes et les femmes d'une part, entre les dirigeants et les exécutants d'autre part.

Au-delà de l'entreprise, ce qu'il y a dans la lutte contre la double journée de travail, c'est qu'il faut abolir la division du travail à la maison, marquée par l'inégalité entre la position du chef de famille, qui décide, et de ses subalternes, qui sont à sa disposition. Chaque membre de la famille doit prendre part au travail comme aux décisions, de manière à ce qu'aucun aspect de sa vie ne soit aliéné ; c'est d'ailleurs la seule manière pour pouvoir répondre aux exigences familiales nouvelles que notre société connaît, notamment du point de vue de l'accompagnement des enfants.

En un mot, **pas de lutte anticapitaliste sans lutte féministe, et pas de lutte féministe sans lutte anticapitaliste**. Chaque victoire qu'on arrachera au système capitaliste sera une victoire sur le système patriarcal (par exemple, l'égalité salariale). Chaque victoire qu'on arrachera au système patriarcal sera une victoire sur le système capitaliste (par exemple, l'interdiction des publicités sexistes enlèvera au capitalisme la possibilité de marchandiser le corps des femmes, l'obligeant à perdre du temps, et donc de l'argent, pour trouver quelque chose de nouveau à marchandiser).

D'où la nécessité de **ne jamais détacher les deux luttes : la lutte du prolétariat, qu'il en soit conscient ou pas encore, est une lutte féministe car rentre à juste titre dans la lutte pour la réappropriation des moyens de production**.

Citons encore une fois Alexandra Kollontai dans son effort de replacer la lutte contre la prostitution dans une perspective de classe : *« Il est clair que le problème de l'abolition de la prostitution, le problème de l'assainissement des rapports entre les sexes, c'est le problème de la classe prolétarienne, problème lié de la façon la plus étroite et la plus indissoluble aux conditions du travail et de la production. Si, pour les autres classes et couches de la population, la solution des questions du mariage, et par suite de la prostitution, a surtout un intérêt psychologique et moral, pour le prolétariat, c'est l'une des questions fondamentales de la vie, l'un des éléments déterminants de l'avenir. La lutte contre la prostitution et les formes monstrueuses de la famille actuelle, en d'autres termes la lutte contre les institutions de classe du monde bourgeois contemporain, découle directement de la lutte générale du prolétariat et en constitue une partie intégrante. [...] Non, si effectivement le mouvement abolitionniste triomphait chez nous, si l'armée des prostituées se mettait à s'accroître plus lentement, les féministes seraient moins que quiconque responsables de ces heureux événements. Ce n'est pas aux résolutions maniérées des féministes que la femme en sera redevable, mais au parti ouvrier, qui lutte pour le changement des rapports, économiques et sociaux existants. On peut affirmer avec certitude que les cadres qui engendrent comme une nécessité la dépendance matérielle de la prostitution seront réduits à chaque nouvelle conquête de la classe ouvrière dans le domaine des rapports économiques et juridiques »*¹².

Pourtant, **un éventuel dépassement du système capitaliste ne signifierait pas automatiquement un dépassement du système patriarcal** : il pourrait bien y avoir une société de socialisation des moyens de production sans que pour autant les femmes ne soient pas contraintes à la division du travail à la maison. Et vice-versa, **un éventuel dépassement du système patriarcal ne signifierait pas automatiquement un dépassement du système capitaliste** : il pourrait bien y avoir une société d'égalité salariale et de partage des tâches ménagères sans que pour autant les travailleurs ne soient pas soumis à la loi du profit et à l'extraction de la plus-value.

La lutte féministe ne s'arrête pas une fois qu'on a rejoint le socialisme. La socialisation des moyens de production ne sauvegarde pas automatiquement les femmes de nombre d'atteintes sexistes qui pourraient perdurer. D'où **la nécessité de développer, dans la lutte pour le socialisme et après le**

¹² Alexandra KOLLONTAI, *Les problèmes de la prostitution*, 1909.

socialisme, des nouvelles formes de protection populaire des femmes en conscientisant les prolétaires sur cette nécessité. Comme Lénine dans *L'Etat et la Révolution* l'affirme en parlant en général de la police¹³, nous pouvons affirmer que ce ne sera pas à une police bourgeoise la prérogative de la défense des femmes mais cela relèvera du peuple armé et de la justice populaire.

Pour conclure, nous devons lutter contre l'exploitation des femmes non pas avec un point de vue bourgeois, mais dans une réelle perspective révolutionnaire, et en nous attaquant au capitalisme, nous nous attaquerons au patriarcat. En nous attaquant au patriarcat, nous nous attaquerons au capitalisme. Notre tâche depuis toujours pour nous, communistes, est de s'attaquer à tous les systèmes d'exploitation. Alors nous lutterons contre toutes les oppressions, et nous les détruirons toutes, ou nous ne les détruirons pas.

Rédigée par Lola ROMIEUX (secrétaire fédérale MJCF 67) sur la base de la formation « Féminisme et Marxisme » de Laureen GENTHON (responsable Féminisme - Coordination nationale UEC)

¹³ Lénine, *L'Etat et la Révolution*, 1917.